

[A propos](#)[Contact](#)[Membres](#)[Boutique](#)[Faire un don](#)

Taille du texte:

Imprimez: [La guerre des drones en pleine croissance](#)[Palestine : « Ces négociations finiront dans le vide »](#)

La une

[Main basse sur Anticosti, Québec : L'étrange nouveau partenaire de Pétrolia](#)[Israël et Palestine négocient sans illusion : Rien de nouveau sous le soleil](#)[VIDÉO: José del Prado – L'ONU envisage l'utilisation de compagnies privées de mercenaires](#)[Probabilité d'un accident nucléaire grave au Canada : 100 fois plus élevée que socialement acceptable](#)[Allemagne : Die Linke défend les services secrets](#)[Monsanto achète les services de Blackwater, la plus grande armée mercenaire du monde](#)[Verdict contre Bradley Manning : la criminalisation de la révélation de crimes](#)[Tous les articles](#)

Adresse introuvable

Firefox ne peut trouver le serveur à l'adresse googleads.g.doublecl

■ Veuillez vérifier

ACTUALITÉS

LES PLUS PARTAGÉS

RÉGIONS

THÈMES

ANALYSES

Infolettre Mondialisation.ca:

[Déclaration pour la marche contre Monsanto](#)[France : "Marche pour la Vie" pour l'arrêt immédiat du nucléaire du 15 au 26 avril 2013](#)[Nouvelle "Marche antinucléaire pour la Vie" du 15 au 26 avril 2013](#)[Faire un don maintenant](#)

Le journal The Guardian révèle encore plus de surveillance d'Internet

Par [Andre Damon](#)Mondialisation.ca, 02 août 2013
[wsws.org](http://www.wsws.org)Région : États-Unis, Europe
Thème : Services de renseignements

Mercredi, le journal britannique *The Guardian*, qui avait en premier diffusé les divulgations du lanceur d'alerte de l'Agence de sécurité nationale (NSA), Edward Snowden, sur l'espionnage massif et illégal pratiqué par le gouvernement, a publié un rapport du journaliste Glenn Greenwald décrivant le « plus vaste » programme d'espionnage sur Internet. Le programme, qui s'appelle XKeyscore, permet à l'agence de renseignement d'effectuer toutes les actions allant d'une surveillance à vaste échelle jusqu'à la lecture de contenus d'emails individuels.

Le système permet aux agents du renseignement de consulter, trier et surveiller presque tout le trafic Internet dans le monde entier, y compris le contenu spécifique des communications. Il peut par exemple servir à générer des listes de tous les gens qui consultent un site web. Une fois ces listes établies, presque toutes les communications par Internet des personnes présentes sur les listes peuvent être interceptées.

Le rapport du *Guardian* est un puissant démenti à la thèse officielle soutenue autant par le président Obama, le chef du Renseignement américain James Clapper, les hauts responsables de la NSA et du FBI, que par les membres démocrates et républicains du Congrès, à savoir le mensonge éhonté que la NSA ne serait pas en mesure de lire le contenu des communications personnelles sans un contrôle juridique serré.

Comme le montre le rapport du *Guardian*, les fouilles étendues et intrusives des « emails, des activités des réseaux sociaux et des historiques de navigation » rendues possibles par le système XKeyscore ne nécessitent aucune autorisation préalable.

La révélation du programme XKeyscore fait suite aux divulgations précédentes basées sur des documents dévoilés par Snowden, à savoir que les principaux opérateurs téléphoniques remettent régulièrement tous leurs registres d'appels téléphoniques à la NSA et que l'agence a mis en place un massif système mondial d'écoutes téléphoniques sur Internet connu sous le nom de PRISM.

Le rapport du *Guardian* a été publié le jour même où la Maison Blanche rendait publics des documents jusqu'ici classifiés et tous fortement expurgés, dont deux rapports concernant le « programme de collecte en vrac » de la NSA et une ordonnance judiciaire indiquant les procédures à suivre pour la surveillance des appels téléphoniques à l'intérieur du pays. Le gouvernement affirme que les documents montrent qu'aucune écoute téléphonique ne pouvait avoir lieu sans que les services secrets aient d'abord prouvé avoir des soupçons concrets et que toutes les actions de ce genre étaient soumises au contrôle du tribunal FISA (relatif au renseignement étranger).

La diffusion de ces documents fait partie de la campagne de désinformation lancée par le gouvernement pour limiter les dégâts, tout en semant la confusion dans les esprits afin de dissiper l'opposition populaire aux programmes d'espionnage. Elle est censée prouver une « transparence » en ce qui concerne les programmes secrets qui sont régulièrement approuvés par le tribunal secret FISA, lequel se trouve en dehors du système judiciaire ordinaire.

Même si l'on supposait que la NSA, le FBI et les autres services secrets respectent véritablement les procédures indiquées dans ces documents – et ils ne le font pas – cela ne changerait rien au fait que l'interception sans mandat et à vaste échelle de communications personnelles se fait en violation flagrante du quatrième amendement de la Constitution américaine, qui interdit les recherches et les interceptions déraisonnables et arbitraires.

La date de publication des documents a été choisie pour coïncider avec une séance de la Commission judiciaire du Sénat sur les programmes de surveillance interne, au cours de laquelle

- Recherche
- Liste des pays
- Auteurs

[Suivre Mondialisation.ca](#)

Nos livres (anglais)



Towards a World War III Scenario
by **Michel Chossudovsky**

[Buy Now!](#)



America's "War on Terrorism"
by **Michel Chossudovsky**

[Buy Now!](#)



Globalization of Poverty and the New World Order
by **Michel Chossudovsky**

[Buy Now!](#)



Seeds of Destruction: Hidden Agenda of Genetic Manipulation
by **F. William Engdahl**

[Buy Now!](#)



The Global Economic Crisis
by **M. Chossudovsky and A. G. Marshall**

[Buy Now!](#)

Boutique en ligne

Adresse introuvable

Firefox ne peut trouver le serveur à l'adresse
googleads.g.doubleclick

- Veuillez vérifier

plusieurs de ses membres ont cherché à se présenter comme des critiques tout en laissant voir qu'ils soutenaient la poursuite des programmes.

La séance a été l'occasion d'une autre effusion d'amour préfabriquée entre le Congrès et les services secrets. Censée montrer le contrôle exercé par le Congrès sur la NSA et le FBI, elle faisait partie en fait du camouflage officiel des actes d'espionnage entrepris par la Maison Blanche avec la complicité à la fois des deux partis politiques et des médias.

Des témoignages ont été fournis par le vice-procureur général James Cole, le directeur adjoint de la NSA John C. Inglis, et le directeur adjoint du FBI Sean M. Joyce. Ils ont tous faussement affirmé que les programmes de surveillance étaient parfaitement légaux et ne posaient aucun risque pour les droits démocratiques, tout en répétant la ligne officielle qu'ils étaient essentiels pour protéger les citoyens américains d'attaques terroristes.

Durant la séance qui a duré trois heures, pas un seul sénateur de l'un ou l'autre parti n'a mis en cause la constitutionnalité des programmes de surveillance.

Le président de la Commission, Patrick Leahy du Vermont, après avoir prononcé quelques phrases vides sur la « transparence » et le « contrôle », a concentré ses salves non pas sur l'illégalité et le caractère anti-démocratique de ces programmes mais sur la défaillance de ceux qui les opèrent pour n'avoir pas empêché Edward Snowden de divulguer à la population américaine leur nature criminelle.

Dianne Feinstein, la deuxième dans l'ordre hiérarchique des démocrates dans la Commission judiciaire et la présidente de la Commission du renseignement du sénat, a publié mercredi dans la rubrique « éditorial et opinion » du *Washington Post* un commentaire intitulé « Rendre les programmes de la NSA plus transparents » dans lequel elle a demandé d'apporter des « changements au programme d'écoute téléphonique de la NSA dans le but d'augmenter la transparence et d'améliorer la protection de la vie privée. »

Toutes les propositions de Feinstein, que ce soit une plus grande « diversité idéologique » du tribunal FISA ou la publication régulière du nombre d'appels téléphoniques interceptés et enregistrés, sont superficielles et ne visent qu'à créer l'illusion d'un contrôle public tout en laissant intacts les programmes d'espionnage de type Big Brother.

Dans son commentaire, Feinstein a régurgité le mensonge de la Maison Blanche voulant que les programmes ne visent pas à « écouter les appels téléphoniques » et elle a souligné que seule une vingtaine d'« analystes vérifiés de la NSA » ont accès aux données – comme si cela devait rassurer la population américaine !

La façade de légalité entourant les agences d'espionnage a été démolie par les divulgations faites mercredi par le *Guardian*, qui ont mis à nu l'ampleur des programmes de surveillance du gouvernement et le fait que les agences de renseignement peuvent intercepter un vaste éventail de communications privées avec la facilité d'un simple moteur de recherche sur Internet.

Comme le remarquait l'article du *Guardian*, « XKeyscore fournit la capacité technologique, si ce n'est l'autorité légale, de soumettre même des personnes aux Etats-Unis à une écoute électronique poussée sans recours à un mandat. »

XKeyscore est le « plus vaste » des nombreux systèmes numériques de collecte et analyse automatique de données (*data mining*) à être mis en place à la NSA. Il permet aux agents secrets de la NSA non seulement d'intercepter des communications ciblées mais aussi de ratisser large dans d'énormes banques de données pour dresser des listes de suspects.

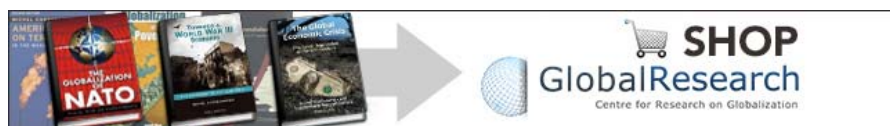
Le programme permet aux agents du renseignement d'exercer une surveillance même si leurs cibles sont inconnues ou s'adonnent à une activité présumée anonyme comme naviguer sur le web. Contrairement à d'autres systèmes, il n'a pas besoin d'un « critère précis », telle une adresse email ou une adresse IP, pour effectuer la surveillance.

On ne saurait dire si un aussi gigantesque appareil d'espionnage et, en fin de compte, de répression a jamais été érigé ailleurs dans le monde, même sous les dictatures les plus féroces. Bien qu'on ne sache pas le nombre exact d'enregistrements conservés dans le système, il s'élève probablement à plusieurs milliards par jour.

Les révélations publiées mercredi et la réaction de l'*establishment* politique soulignent le fait qu'il n'existe aucune opposition, ni dans le parti démocrate ni dans le parti républicain, à l'expansion sans fin des pouvoirs policiers du gouvernement américain.

Andre Damon

Article original, *WSWS*, paru le 1^{er} août 2013



Articles Par :
Andre Damon

Sur le même sujet:

Surveillance d'Internet – Le projet de loi C-30 suscite critiques et inquiétudes

Critiques, mais pas pour les mêmes raisons. Alors que les petits fournisseurs d'accès à Internet ont dénoncé hier l'intrusion dans la vie privée que constitue le projet de loi C-30 du gouvernement fédéral, les plus gros, eux, se sont dits...

Encore des arrestations, encore des prisonniers politiques au Pays Basque

« Règle générale : quand un régime promulgue sa loi des suspects, quand il dresse ses tables de proscription, quand il s'abaisse à chercher d'une main fébrile dans l'arsenal des vieilles législations les armes empoisonnées, les armes à deux tranchants...

 **FRANCE : Chercher, encore et encore, pour tenter de comprendre, et ne pas se tromper...**
Les remous sociaux causés par la loi sur les retraites en France ont fait couler beaucoup d'encre, et mobilisé bien des énergies.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

For media inquiries: media@globalresearch.ca

Copyright © Andre Damon, wsws.org, 2013

English Français
Español Italiano
Deutsch Portuguais
srpski العربية

Actualités

Liste des pays

Auteurs

Les plus partagés

Liens

Contactez-nous

Thèmes

Crimes contre l'humanité
Loi et Justice
Histoire, société et culture
11 sept. Guerre au terrorisme
Désinformation médiatique

Politique et religion
Science et médecine
Nations Unies
Droits des femmes

Régions

États-Unis
Canada
Moyen-Orient et Afrique du Nord
Amérique latine & Caraïbe
Europe
Afrique subsaharienne
Russie et CEI
Asie
Océanie

[Vie privée](#)

Copyright © 2005-2013 Mondialisation.ca